

Liquidation à la grecque

mercredi 16 octobre 2024, par [Denis COLLIN](#)

Le gouvernement Macron-Barnier a maintenant annoncé la couleur, sans la moindre ambiguïté. Il s'agit d'opérer en France le genre d'opération que la troïka avait conduite en Grèce jadis. La dette doit être payée, peu importe si, ce faisant, on détruit un peu plus les capacités productives du pays et si on organise une récession meurtrière.

Pour commencer un vaste plan d'austérité dans la Fonction publique. Mesure emblématique : 4000 postes d'enseignants supprimés. En même temps, le ministre chargé de la Fonction publique annonce que, dorénavant, le pouvoir d'achat des fonctionnaires ne sera plus garanti. Comme il ne l'était déjà pas, on se demande où ces gens vont mener les fonctionnaires.

Pour les retraités, en guise d'amuse-gueule, on repousse de six mois la revalorisation des pensions. En attendant une nouvelle réforme des retraites réclamées à cor et à cri par la presse aux ordres. Un seul mot d'ordre : dégommez les « boomers ».

Les 60 milliards de coupes dans les dépenses de l'État font grincer des dents. Didier Migaud, socialiste dans une vie antérieure et ancien président de la Cour des comptes, se demande comment la justice continuera d'être administrée avec les maigres budgets qui lui sont alloués. Est prévue une augmentation de la TVA sur les abonnements de gaz et d'électricité. Hors budget, par arrêté, le gouvernement décide l'augmentation de la Taxe Intérieure sur la Consommation finale d'électricité (TICFE) qui va directement matraquer fiscalement les ménages.

Tout ça parce qu'il faudra augmenter de plusieurs milliards la contribution française au budget européen et, en particulier, pour la poursuite de la guerre en Ukraine, une guerre dont tout le monde sait qu'elle est vaine et n'aboutira qu'à saigner l'Ukraine qui deviendra une colonie orientale de l'UE et dont les richesses agricoles permettront d'achever l'agriculture française.

Pendant ce temps-là, les affaires continuent et la vente à la découpe du pays va bon train. Sanofi vend Doliprane aux Américains. « Nous exigeons des garanties », clame le gouvernement. Comme si les garanties avaient empêché General Electric de dépecer Alstom — une affaire rondement menée par un certain Macron. « Déjà dépendante des médicaments étrangers, la France ferait une grave erreur en cédant le Doliprane », estime Arnaud Montebourg. Évoquant plus largement la souveraineté industrielle ou alimentaire, Arnaud Montebourg dit : « J'aimerais — est-ce un rêve ? — que l'État s'occupe de cela parce qu'un pays qui ne produit plus pour satisfaire ses propres besoins s'appauvrit et se décline. »

Le déclin de la France est un fait que n'importe qui peut constater. Et ce gouvernement au service du capital poursuit cette œuvre, commencée il y a fort longtemps. Jusqu'à ce qu'on soit débarrassé de ces mauvais « Gaulois réfractaires ».

Mais comment un gouvernement qui repose sur une tête d'épingle peut-il mener cette politique ? Tout simplement parce que, derrière les rodomontades, l'union sacrée fonctionne à plein. Après avoir sauvé le soldat Macron en perdition, la gauche, LFI en tête, fait mine de s'opposer. Mais comme il faut toujours « faire barrage » aux hordes fascistes qui nous menacent, ils ne voteront pas avec le RN. Ainsi, quand le RN propose une loi qui abrogera de fait la réforme des retraites de Mme Borne, montent au créneau les leadeuses de la CGT et de la CFDT qui refusent de soutenir cette loi pour deux raisons : 1) comme le RN n'a pas été élu au Sénat, elle n'ira pas au Sénat et 2) elle n'est pas financée. Le premier argument est un mensonge pur et simple : si la loi est adoptée par l'Assemblée, le Sénat devra l'examiner et c'est l'Assemblée qui aura le dernier mot. Quant au deuxième argument, il est fort de café ! Autrement dit, CGT et CFDT sont d'accord sur le fond pour qu'on ne touche pas à la loi Borne et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle le NFP a fait réélire Mme Borne. Le RN, quant à lui, ne vote pas la motion de censure du NFP,

pour la jouer « respectable » pendant un an au moins. En vérité Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon sont d'accord sur beaucoup de choses : maintenir Macron et ne pas brusquer de nouvelles élections, rester dans l'UE et soutenir la politique étrangère de Macron. Ils se partagent les rôles et c'est tout.

Comme toujours, le seul espoir viendra des mouvements populaires. Les Gilets Jaunes et leurs semblables continuent d'enrager sourdement et pourraient bien à nouveau faire entendre leur voix. Toutes les belles gens qui nous gouvernent semblent n'avoir aucune idée de la haine et du mépris qui existe dans les classes populaires à l'endroit de la caste politico-médiatique. « Oui mais ça branle dans le manche, les mauvais jours finiront. Et gare à la revanche quand tous les pauvres s'y mettront ! »

Liquidation à la grecque est le titre d'un roman policier de Petris Markaris qui a pour fond la crise grecque.